

non officielle et aux activités destinées à contrer la censure; ateliers, conférences et manifestations qui rassemblent les Sud-Africains de race différente; appui aux organismes professionnels et de promotion des droits de la personne qui essaient de démanteler l'apartheid; promotion de l'idée d'un avenir non fondé sur la race, par le truchement des arts et de la culture populaire; pourparlers entre l'ANC et les Sud-Africains blancs.

- Le gouvernement annonce que le Canada fournira une aide pour la reconstruction du siège du Conseil sud-africain des Eglises et des locaux d'autres groupes de défense des droits de la personne, qui avaient été détruits par des bombes. Le gouvernement a déjà fourni 100 000 \$ à cet effet.
- Le gouvernement annonce également qu'il répondra aux demandes d'assistance pour la protection de projets d'infrastructure en Afrique australe, ce qui pourrait comprendre la fourniture de vêtements, de combustible, de pièces de rechange, de matériel de communication et de denrées alimentaires, ainsi qu'une aide à la balance des paiements. Jusqu'à présent, on a affecté 2 millions \$ en garanties pour le projet de réhabilitation du chemin de fer de Nacala et 2 millions \$ supplémentaires pour la réhabilitation du chemin de fer de Limpopo.

Décembre
1988

- Le gouvernement annonce qu'il contribuera à mettre en application tous les volets du plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie, et qu'il soutiendra le développement d'une Namibie indépendante.

Janvier
1989

- Le gouvernement accorde 10 000 \$ au Bureau spécial de recherches de La Haye pour aider à défrayer les coûts de surveillance de l'application de l'embargo pétrolier de l'ONU.

Février
1989

- La troisième réunion du Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth (CMAE) a lieu à Harare. Le Comité convient que les sanctions ont de plus en plus d'impact politique et économique sur l'Afrique du Sud. De l'avis du Comité, les sanctions demeurent la méthode pacifique la plus efficace pour mettre fin à l'apartheid; le Comité a donc réaffirmé sa détermination de maintenir les pressions internationales sur le gouvernement d'Afrique du Sud pour que cesse l'apartheid.